

- 5 juin 2018
- La Tribune
- JEAN-FRANÇOIS GAGNON jean-francois.gagnon@latribune.qc.ca

Paradis interpelle la ministre Freeland

MAGOG — Souhaitant préserver la qualité de l'eau du lac Memphrémagog, le député de Brome-Missisquoi, Denis Paradis, demande à sa collègue ministre Chrystia Freeland ainsi qu'au secrétaire d'État américain Mike Pompeo d'intervenir pour que la Commission mixte internationale enquête sur le site d'enfouissement de Coventry, au Vermont.

« La présence d'un site d'enfouissement, en l'occurrence celui de Casella Waste Systems, à proximité du Memphrémagog soulève de nombreuses questions et inquiète les citoyens », peut-on lire dans un communiqué émis par M. Paradis lundi.

Pour mieux comprendre, il faut savoir que ce lac, séparé en deux par la frontière canado-américaine, sert de réservoir d'eau potable à une population de près de 200 000 personnes en Estrie. Les gens habitant autour de la portion américaine ne consomment pas, pour leur part, le liquide qui en provient.

« Le site d'enfouissement de Coventry reçoit déjà 600 000 tonnes de déchets par année et il est en pleine expansion, fait valoir le député dans son communiqué. Il produit des camions-citernes entiers de lixiviat, un liquide hautement toxique provenant des ordures. Ce jus de vidanges est ensuite en partie traité à l'usine d'épuration de Newport et déversée dans le Memphrémagog. »

Denis Paradis est d'autant plus inquiet, en ce qui concerne le traitement du lixiviat à Newport, que l'usine d'épuration de la localité pourrait éventuellement être autorisée à en recevoir deux fois plus tous les ans. Il déplore par surcroît que la toxicité du liquide, dans l'état actuel des choses, « ne soit pas vérifiée convenablement ».

ÉVALUER LE DANGER

En s'adressant à la ministre des Affaires étrangères du Canada et au secrétaire d'État, Denis Paradis espère que les deux pourront amener la Commission mixte internationale à « évaluer le danger représenté par le site pour la qualité de l'eau du lac Memphrémagog ».

Par ailleurs, M. Paradis demande au Conseil de la Commission de coopération environnementale de nommer un groupe d'experts indépendants afin que ceux-ci se penchent sur la situation. La ministre de l'Environnement et des Changements climatiques du Canada, Catherine McKenna de même que son homologue américain Scott Pruitt appartiennent notamment à ce conseil.

« Dans toute cette histoire, il faut s'assurer que les Américains partagent notre volonté de préserver la qualité de l'eau du Memphrémagog », soutient le député de Brome-Missisquoi.

En terminant, il dit espérer que la population de la région de l'Estrie se mobilisera dans le but d'obtenir des changements ou des garanties de la part des autorités américaines en ce qui a trait à la protection du plan d'eau.